



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT

ZI Nord - BP 78
2 rue Paul Sabatier
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AV/NM/2025/C_165
Code AIOT : 0005401698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT implanté 2 RUE PAUL SABATIER 71107 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 CHALON-SUR-SAONE. L'inspection a été annoncée le 05/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT
- 2 RUE PAUL SABATIER 71107 CHALON SUR SAONE CEDEX 71100 CHALON-SUR-SAONE
- Code AIOT : 0005401698

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

International Paper Emballage Laurent est spécialisée dans la fabrication d'emballages dans les segments de l'industrie, de l'agroalimentaire, des boissons et des fruits et légumes.

Le site est soumis à autorisation et son exploitation est notamment encadrée par les arrêtés préfectoraux :

- arrêté préfectoral modificatif du 13 février 2001 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 21 août 2018 (rubrique ICPE, garanties financières, limitation des déchets) ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2023 (rejets aqueux - RSDE).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	VLE rejets et fréquence - Rejet EU	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Suivi des émissions - eau	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	VLE rejets et fréquence - Rejets EP	AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.3 et 2.4.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Détection	Arrêté Préfectoral du 13/02/2001,	/	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 6.5.2		l'exploitant	
7	Contrôle des moyens de prévention et protection	Arrêté Préfectoral du 13/02/2001, article 6.6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Niveaux acoustiques admissibles et contrôles	Arrêté Préfectoral du 13/02/2001, article 5.3 et 5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite des non-conformités concernant les rejets aqueux sont relevées portant sur

- de nombreux dépassements de paramètres entre novembre 2024 et août 2025 : pH, DCO, DBO5, Azote total restant toutefois inférieure à 2 x VLE
- des dépassements des VLE en concentrations et en flux de Cuivre et Fer+Aluminium, supérieur à 2 x ou plus la VLE entre novembre 2024 et août 2025
- de nombreux dépassements de paramètres en septembre 2025, dépassant de 2 x ou plus la VLE (pH, MES, Cuivre, débit, DCO, Zinc, Fer+Aluminium)
- l'absence d'analyse sur 2 points de rejets des eaux pluviales en 2024
- la non-conformité de la VLE en MES de 2 points de rejets des eaux pluviales en 2024

L'exploitant n'a par ailleurs pas transmis un dossier de porter à connaissance mis à jour concernant le stockage de palettes, et ce malgré nos relances.

Certaines de ces non conformités nous conduisent à proposer de mettre en demeure l'exploitant. De plus, plusieurs demandes de justificatifs sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Suite de la précédente visite observation n°1 : Il est rappelé que les modifications notables doivent être portées à la connaissance du préfet avant leurs réalisations avec tous les éléments d'appréciation.

+ R181-44-II du code de l'environnement

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes

Pour rappel, par courrier du 24/07/2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à la déclaration d'un stockage de palettes bois. Le 16/12/2021, le compte-rendu du SDIS 71 suite à leur venue sur le site le 05/11/2021 a été transmis à l'inspection. Dans cet avis, des compléments sont demandés à l'exploitant notamment des propositions de calcul des besoins en eau D9 (stockage palette et Vigna), des mesures de débit simultanée PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et PI n°CHASA 79 et CHASA 212, des études des flux thermiques sur l'incendie de stockage de palettes et sur l'incendie généralisé du bâtiment ; une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment et une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.

En l'absence de réception de ces compléments, un courrier a été transmis à l'exploitant le 21 juin 2022.

Lors de l'inspection 2022, il est constaté la non-conformité suivante : l'ensemble des éléments d'appréciation n'a pas été apporté au préfet dans le cadre des modifications des conditions de

stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues apportées sur le site.

L'exploitant indique qu'un bureau d'étude a été mandaté pour fournir les compléments demandés. Il précise que le SDIS a également été réinterrogé sur les besoins en eau en cas d'incendie sur le site.

Lors de la visite d'inspection 2023, l'exploitant présente le jour de la visite une version projet de son dossier de porter à connaissance complété. L'inspection consulte ce document le jour de la visite et indique que ce document devra à nouveau être complété par :

- une transmission des résultats des mesures en simultanées des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ;
- une justification que les besoins en eau peuvent être assurés ;

- les notes de calcul évoquées ci-dessus ;

- les notes explicatives évoquées ci-dessus ;

Lors de la visite d'inspection 2024, il a été constaté le maintien de la non-conformité relevée précédemment puisque l'exploitant n'a pas transmis la mise à jour du porter à connaissance avec les éléments demandés.

Toutefois, l'exploitant a démontré avoir travaillé avec son bureau d'études pour la réorganisation des entreposages des palettes par îlots. Il travaille également sur la standardisation des palettes, afin de réduire le nombre de référence client et donc le nombre de palettes et permettre moins de stockage sur place et plus de rotation.

L'exploitant indique ne pas avoir obtenu les mesures de débit simultanées des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212. Il propose de faire venir le SDIS71 sur le site également.

Il est rappelé par l'inspection la nécessité de déposer en préfecture le porter à connaissance complété avec tous les éléments demandés en 2022.

Constat 2025

Constat 01-14102025 : l'exploitant n'a pas transmis de mise à jour du PAC depuis la dernière visite d'inspection et n'a pas non plus transmis les mesures des débits simultanées des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212.

L'exploitant indique que plusieurs actions ont toutefois été réalisées pour réduire le risque à la source sur la base du porter à connaissance :

- rationalisation des références de palettes : sur une période de 12 mois, le nombre de références de palettes est passé de 87 à 27, réduisant les besoins de stockage. Ce changement a été graduel afin d'accompagner le changement chez chaque client ;
- renforcement de la vérification de la tenue des zones / nettoyage si nécessaire ;
- mise en place d'un suivi d'état de stock et d'une étude des besoins de palettes à la semaine, afin d'optimiser les besoins d'approvisionnement et en conséquence les volumes de stock ;
- définition des principes de livraisons et de réapprovisionnement avec nos fournisseurs.

Il est constaté lors de la visite, une légère diminution du stock de palette et toujours la présence d'un stockage en îlots.

Au cours de l'inspection du 14 octobre 2025, l'exploitant a présenté différentes réflexions menées pour le futur du site. Ces réflexions amènent à repenser l'organisation des flux de l'entreprise. Les

études menées avec l'APAVE permettent, d'après l'exploitant, d'appréhender les enjeux pour la sécurité du site et de l'environnement proche. Dans le même temps, des changements importants s'opèrent au niveau mondial pour l'entreprise : arrivée d'un nouveau président directeur général, acquisition de DS Smith. Il est donc envisagé de potentielles évolutions dans les activités et flux du site de Chalon-sur-Saône. Toutefois, les rubriques auxquelles le site est soumis ne changeront pas et les volumes autorisés n'augmenteront pas. En revanche, l'exploitant indique qu'un travail sera mené sur les flux de produits pour les simplifier et les optimiser. Les évolutions potentielles feront l'objet d'un dossier. L'exploitant demande donc que son porteur à connaissance de 2020 « palettes » soit mis en attente. Il transmettra probablement courant 2026 un nouveau porteur à connaissance des modifications envisagées sur le site.

Post-inspection, l'exploitant a transmis :

- le rapport de la modélisation des flux thermiques. Ce rapport a été réalisé par l'APAVE. Un travail approfondi d'ajustement des différentes zones a été réalisé afin que les flux thermiques soient cantonnés au périmètre du site. Il présente les besoins en eau et les volumes de rétention ;
- une synthèse préparée par l'exploitant sur les conclusions de l'étude et les dispositions à respecter pour se conformer à l'étude.

Les dispositions proposées par l'exploitant doivent être mises en place et appliquées. Une visite d'inspection pourra être réalisée pour vérifier leurs mises en place.

Toutefois, l'exploitant n'a toujours pas fournis les éléments suivants demandés depuis plusieurs années :

- les mesures des débits simultanées des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 et des PI n°CHASA 79 et CHASA 212;
- une justification que les besoins en eau calculés peuvent être assurés ;
- une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;
- une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.

Il est donc proposé une mise en demeure à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : VLE rejets et fréquence - Rejet EU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejet EU

Paramètre	Valeur	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit maximal journalier (m ³ /j)	50	Instantané	En continu	M
pH	5,5 - 8,5	Instantané	En continu	M
Température	< 30 °C	Instantané	En continu	M
Couleur	Modification ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l	Instantané	-	-

Paramètre	C o d e S A N D R E	Concentratio n journalière maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité de la mesure	Fréquence d e transmission
MES	1305	600	30000	J	M
DBO5	1313	800	40000	H	M

DCO	1314	2000	100000	J	M
Azote global	1551	150	7500	M	M
Phosphore total	1350	50	2500	M	M
Indice phénols	1440	0,3	15	A	A
Cyanures totaux	1390	0,1	5	T	T
Plomb	1382	0,1	5	A	A
Cuivre	1392	0,15	7,5	H	M
Chrome	1389	0,1	5	A	A
Nickel	1386	0,2	10	A	A
Zinc	1383	0,8	40	H	M
Manganèse	1394	1	50	A	A

Etain	1380	2	100	A	A
F e r + Aluminium	7714	5	250	H	M
AOX	1106	1	50	T	T
Hydrocarbures totaux	7009	5	250	M	M
Benzène	1114	0,05	2,5	A	A
Fluoranthène	1191	0,025	1,25	A	A
Naphtalène	1517	0,13	6,5	A	A
Pentachloro benzène	1888	0,025	1,25	A	A
Somme des HAP	7088	0,025	1,25	A	A
Tributylétain cation *	2879	0,025	1,25	A	A
Glyphosate	1506	0,028	1,4	A	A

Glyphosate	1506	0,028	1,4	A	A
Tributylphosphate	1847	0,082	4,1	A	A
Somme des xylènes	1780	0,05	2,5	A	A

(*) Cette substance dite dangereuse est visée par un objectif de suppression des émissions, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la norme de qualité environnementale.

Constats :

Pour rappel, par courrier électronique du 08 novembre 2023, l'exploitant demande une révision de certaines de ces VLE fixées sur les paramètres DCO, MES et NGL.

Constat 02-14102025 : concernant la demande de dérogation macropolluants du 8 novembre 2023, l'exploitant n'a pas transmis depuis la dernière visite, les éléments demandés :

- a minima l'accord du gestionnaire à recevoir les effluents de l'exploitant dans les conditions sollicitées ainsi qu'une mise à jour de la convention de rejet ;
- une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement ;

L'exploitant a indiqué qu'il a toutefois pris contact avec le cabinet TAUW pour deux études :

- une étude d'impact du rejet sur la station du Grand Chalon. Un chiffrage est en cours. L'objectif de cette étude sera de mesurer l'impact du rejet et en particulier des paramètres DCO, DBO5, NGL sur la capacité de traitement de la station du Grand Chalon.
- une étude sur la réutilisation des eaux usées du site. « ReUse ». Le réemploi de l'eau traitée permettrait peut-être de nettoyer les imprimeuses.

Concernant les résultats de l'autosurveillance, il est relevé sur l'année 2024/2025 (novembre à août) :

Constat 03-14102025 : non-conformité:

- 12 dépassements du débit (sur 260 mesures), dont le maximum constaté est de 62 m³/j en juillet 2025 ;
- 2 dépassements en température (sur 234 mesures) avec un maximum relevé de 32°C en juin 2025 ;
- 7 dépassements du pH avec un pH minimum de 3,71 et un maximum de 11,33 ;
- 20 dépassements en concentration (sur 220 mesures) de la DCO avec un maximum de 2608 mg/l en juillet 2025 (inférieur à 2 x VLE) et 5 dépassements de la VLE en flux avec un maximum de 1431,1456 kg/j en juillet 2025 ;
- 8 dépassements sur 36 mesures de la DBO5 (soit 22 % de non-conformités) avec un maximum de 1444 mg/l en février 2025 (inférieur à 2 x VLE) et 1 dépassement de la VLE en flux avec un maximum de 51,984 kg/j en février 2025 (inférieur à 2 x VLE) ;
- 1 dépassement en flux d'azote total sur 10 mesures avec un maximum de 9,416 kg/j en août 2025 (inférieur à 2 x VLE) ;
- 8 dépassements en concentration de cuivre (sur 74 mesures) avec un maximum de 0,59 mg/l en août 2025 : supérieure à 3 x VLE et 5 dépassements en flux avec un maximum de 0,361 kg/j en juin 2025 ;
- 2 dépassements en concentration de Fe+Al (sur 41 mesures) avec un maximum de 19 mg/l en juin 2025 : supérieure à 3 x VLE et 1 dépassement en flux à 0,361 kg/j en juin 2025 ;

Constat 04-14102025 : non-conformité :

L'enregistrement GIDAF pour septembre 2025 indique 104 dépassements tout paramètre confondu :

- 16 dépassements de pH sur 30 mesures avec un minimum de 2 et un maximum de 12,32
- 4 dépassements du débit avec un maximum de 139 m³/j : supérieure à 3 x VLE
- 6 dépassements des MES avec un maximum de 2248 mg/l : supérieure à 3 x VLE
- 4 dépassements du flux en MES avec un maximum de 126,418 kg/j : supérieure à 4 x VLE
- 16 dépassements en DCO avec un maximum de 4 894 mg/l : supérieure à 2 x VLE
- 9 dépassements en flux de DCO avec un maximum de 271,05 kg/j : supérieure à 2 x VLE
- 4 dépassements en Zn sur 5 mesures avec un maximum de 4,24 mg/l : supérieure à 5 x VLE
- 3 dépassements en flux de ZN avec un maximum de 0,1421 kg/j : supérieure à 3 x VLE
- 21 dépassements en Cu (sur 25 mesures) avec un maximum de 15,6 mg/l : supérieure à 104 x VLE
- 15 dépassements en flux de Cu avec un maximum de 0,7644 kg/j : supérieure à 101 x VLE
- 4 dépassements en Fe+Al (sur 5 mesures) avec un maximum de 18 mg l : supérieure à 3 X VLE
- 3 dépassements en flux de Fe+AL avec un maximum de 0,504 kg/j : supérieure à 2 X VLE

Suite à l'évocation des nombreux dépassements en 2025 sur plusieurs paramètres, l'exploitant a indiqué que :

- plusieurs difficultés contractuelles rencontrées avec l'exploitant de la step (Veolia) au cours des dernières années, il a été décidé de changer de prestataire du contrat d'exploitation. L'exploitant Veolia a terminé sa prestation fin mai 2025. La société Suez a pris la suite de la gestion de la step en juin 2025.
- deux événements qui ont, d'après l'exploitant, dégradés les résultats d'autosurveillance aux mois

de juillet et août 2025 :

- Panne de la pompe « Polymère » : cette pompe permet de doser de façon précise la quantité de polymère injecté dans la phase de coagulation / floculation. La réaction entre le polymère et l'eau chargée d'encre et de colle permet une fixation de la charge de pollution, une agglomération et enfin la décantation des matières rendues solides. La pompe de remplacement n'était disponible que sous un délai de 3 mois. Une solution temporaire a donc été mise en place avec une pompe pneumatique. Les ajustements des paramètres de cette pompe (de temps de fonctionnement et de quantité de produit à injecter) ont été complexes. L'exploitant indique qu'il a fallu environ 1 mois pour trouver le bon dosage et réussir à stabiliser les résultats de cette phase de traitement. Les difficultés sur cette pompe provoquent plusieurs dysfonctionnements dans le traitement : difficulté de coagulation, de floculation, difficulté dans le filtre presse...

L'exploitant indique que la pompe de remplacement est prévue en livraison sur la fin du mois d'octobre. L'installation sera faite immédiatement à la suite de la livraison.

- Dysfonctionnement sur l'agitation de la cuve tampon. Pour rappel, la cuve tampon a été ajoutée à la station en 2023. Cette cuve a pour objectif de mesurer le pH de l'eau traitée avant le rejet aux réseaux publics. Du fait de l'injection de chaux dans le processus de traitement, le pH est naturellement au-dessus de 7. Dans ce cas, la sonde permet de mesurer le pH et d'injecter de l'acide pour corriger et atteindre un pH neutre 7 ± 0.5 . Il a été constaté par l'exploitant un dysfonctionnement sur l'agitateur. Par conséquent, la sonde qui est placée en partie haute de la cuve mesurait un pH très influencé par le point d'injection de l'acide. L'absence d'agitation ne rendait pas homogène le pH de l'ensemble de la cuve tampon. D'après l'exploitant, le pH était bien plus neutre qu'indiqué dans le rapport. Cependant, la sonde est le seul instrument qui permet de mesurer le pH, et ce dysfonctionnement a occasionné pendant cette période un PH acide.
- Dès que le dysfonctionnement a été identifié, l'exploitant a remplacé le moteur de l'agitateur. L'exploitant indique le retour à la conformité du paramètre pH depuis ce remplacement.

Par ailleurs, les dépassements du débit (totaliseur de volume) s'expliquent par une reprise incorrecte du système d'enregistrement par Suez au changement de la gestion de la station. L'enregistrement permet de comptabiliser les volumes traités chaque jour. Or l'enregistrement du week-end a été désactivé par Suez et les volumes traités les vendredi, samedi et dimanche relevés correspondaient à des volumes cumulés.

L'exploitant n'a pas :

- averti l'inspection des pannes importantes via une déclaration d'incident ;
- justifié du niveau d'impact sur le milieu récepteur (la STEP du Grand Chalon);
- justifié du remplacement du matériel et de résultats d'autosurveillance prouvant le retour à la normale des paramètres.

Il est proposé une mise en demeure au préfet de Saône-et-Loire sur les deux derniers points.

<p>Constat 05-14102025 : le jour de la visite, l'exploitant n'a pas pu indiquer si les paramètres annuels ont déjà été mesurés sur 2025. Il n'y a au 31 octobre 2025 aucune valeur enregistrée dans GIDAF. Concernant le constat 04-28112024, les paramètres annuels 2024 ont été saisis en janvier 2025 sur le rapport de mai 2024. Le constat est soldé.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence des paramètres trimestriels AOX et Cyanures totaux enregistrés sous GIDAF. - l'exploitant n'a pas pu indiquer si les paramètres annuels ont déjà été mesurés sur 2025. Il n'y a au 31 octobre 2025 aucune valeur enregistrée dans GIDAF. <p>Post-inspection, l'exploitant a mis à jour les résultats sous GIDAF (décalage dans la réception des résultats versus publication GIDAF) pour les paramètres AOX et Cyanures totaux. L'exploitant a indiqué que les valeurs pour le 3^{ème} trimestre ont été ajoutées mais la mesure n'a pas pu être certifiée Cofrac du fait d'un taux de MES trop important (problème de la pompe de polymère). A la réception du résultat non Cofrac, une nouvelle mesure trimestrielle a été demandée au laboratoire. L'exploitant n'a pas encore les résultats de cette mesure.</p> <p>Les mesures annuelles et trimestrielles 4 ont été planifiées sur le début du mois de novembre 2025. Les résultats seront donc disponibles avant la fin de l'année 2025.</p> <p>Il a indiqué que pour 2026, le programme des analyses serait ajusté pour que les analyses trimestrielles soient réalisées dès le début du trimestre et non à la fin et que les analyses annuelles soient réalisées au 2^{ème} trimestre comme en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 02-14102025 : l'exploitant transmettra sous 3 mois un dossier complet faute de quoi la demande de dérogation pour les macropolluants sera considérée comme caduque.</p> <p>Constat 05-14102025 : l'exploitant transmettra les nouveaux résultats des paramètres cyanures totaux et AOX pour le 3^{ème} trimestre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 3 : Suivi des émissions - eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant :

- identifie les sources de rejets en MES, DCO, Azote total, Cyanures totaux, Cuivre, Zinc, Fer + Aluminium, AOX ;
- met en place des moyens propres à limiter ces rejets et définit les éléments permettant d'apprécier la situation ;
- vérifie régulièrement le bon fonctionnement ou l'application des moyens visant à réduire le rejet en MES et à limiter l'impact de la sédimentation dans les réseaux.

L'étude relative à la sédimentation est réalisée et transmise à l'inspection des installations classées.

Un bilan annuel des mesures, contrôles et travaux réalisés dans le cadre de cet article est réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le **constat 06-28112024** n'est pas soldé. L'exploitant n'a pas avancé sur l'identification des sources de rejets en DCO, Azote total, Cyanures totaux, Zinc, Fer + Aluminium, AOX.

Comme indiqué dans le rapport de l'inspection 2024, l'exploitant doit rechercher les sources de rejets en DCO, Azote total, Cyanures totaux, Zinc, Fer + Aluminium, AOX. Dans un premier temps, il doit se concentrer sur la DCO et l'azote global, paramètres pour lesquels il demande une révision des VLE afin de compléter sa demande de modification des VLE de novembre 2023. Les autres paramètres ne présentent actuellement pas de dépassements des VLE au regard des analyses présentées.

Constat 06-14102025 : l'exploitant n'a pas formaliser les actions sur la réduction des MES présenté lors de la visite d'inspection de 2024 via une étude de sédimentation

Concernant le constat 07-28112024, l'exploitant a transmis en réponse à l'inspection 2024, le bilan demandé. Le constat est soldé.

Constat 07-14102025 : l'exploitant devra présenter dans son bilan 2025, en sus des autres éléments, une synthèse et un retour d'expérience sur les dysfonctionnements de la station (pompe polymère, moteur de l'agitation, changement de gestion de la station).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Reprise du constat 06-28112024 : l'exploitant transmettra un point d'avancement sous 6 mois sur les sources de DCO et d'Azote total, Cyanures totaux, Zinc, Fer + Aluminium, AOX.

Constat 06-14102025 : l'exploitant formalisera et transmettra sous 6 mois l'étude de sédimentation.

Constat 07-14102024 : l'exploitant transmettra le bilan 2025. Ce bilan doit présenter un retour d'expérience sur les dysfonctionnements de la station (pompe polymère, moteur de l'agitation, changement de gestion de la station).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : VLE rejets et fréquence - Rejets EP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2023, article 2.4.2.3 et 2.4.2.4			
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques			
Prescription contrôlée :			
2.4.2.3 - Valeurs limites d'émission des eaux pluviales et fréquence de surveillance			
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :			
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°7 à 15 (Cf. repérage du rejet sous l'article 2.3.5)			
Paramètres	Code SANDRE	Concentration instantanée (en mg/l)	Périodicité de la mesure
pH	-	5,5 - 8,5	A
Température	-	< 30 °C	A
DBO5	1313	40	A
DCO	1314	125	A
MES	1305	35	A
HCT	7009	5	A
2.4.2.4 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées en cas d'incident			
Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles			

pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Constats :

Constat 08-14012025 : les analyses des points EP9 et EP15 sont manquantes sous GIDAF.

L'exploitant a présenté les résultats d'analyses des eaux pluviales :

- le point 16 n'a pas été repris dans GIDAF mais l'exploitant a bien fait réaliser les analyses sur ce point et les résultats sont conformes ;
 - le point EP9 présentait un regard obstrué, les analyses n'ont pas pu être réalisées ;
 - le point EP15 était à sec le jour des prélèvements.
- **constat 09-14102025 : non-conformité** :

* la valeur en MES pour les points EP 10 et EP13 est non-conforme : supérieure à 2 x VLE

* la valeur en MES pour les points EP14 et EP7 est non-conforme : inférieure à 2 x VLE

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant évoque la possibilité de faire réaliser un nettoyage-curage du réseau et une vérification des canalisations - regards pour les points de rejets où le prélèvement n'a pas été possible en 2024.

Post-inspection, il a indiqué que les prélèvements pour les eaux pluviales ont été réalisés le 22 et 23 octobre 2025 et qu'une action de curage est en cours d'élaboration pour les 2 regards d'eaux pluviales qui semblent bouchés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 07-14102025 : l'exploitant transmettra les justificatifs relatifs au curage des regards d'eaux pluviales. Il devra justifier de l'efficacité de cette mesure par un nouveau prélèvement suivi d'analyses démontrant la conformité à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Niveaux acoustiques admissibles et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2001, article 5.3 et 5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 5.3 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Zones concernées	Niveau limite en dB(A)	
De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	De 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés	
70 dB (Limites de l'établissement)	60 dB (Limites de l'établissement)	

Article 5.4 - CONTRÔLES PERIODIQUES

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations. Le cas échéant, à la suite de ces mesures, l'exploitant fait procéder aux mesures correctives nécessaires.

[...]

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé les 4 et 5 novembre 2024 par le bureau de contrôle APAVE. 5 points ont été réalisés en limite de propriété. Les résultats aux limites de propriété et zones à émergence réglementée sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2001, article 6.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé :

- d'un dispositif permettant en cas de découverte d'un début d'incendie par le personnel, ou de démarrage des systèmes automatiques d'extinction, de déclencher immédiatement une alarme dans l'établissement,
- d'un système permettant par ailleurs à l'équipe de première intervention de localiser sans délai l'origine de l'alerte.

Le personnel d'astreinte est immédiatement averti du déclenchement.

Ce matériel est maintenu en bon état et vérifié au moins une fois par an.

Constats :

Le site dispose d'une centralisation des alarmes et alerte par bâtiment (Canal et Laurent) au droit du hall de production. Un voyant lumineux permet de localiser l'origine de l'alerte. Ce dispositif est testé deux fois par an par le personnel IPEL mais n'est pas contrôlé par un organisme extérieur. **Constat 08-14102025** : l'exploitant ne trace pas, via par exemple un registre ou des comptes-rendus, les tests réalisés.

Tout déclenchement prévient le personnel d'astreinte.

Le contrôle de la détection incendie (alarmes sprinkler) est réalisé par CHUBB semestriellement, les derniers contrôles datent du 30 mai 2024, 26 novembre 2024 et 3 juin 2025. L'exploitant a présenté le registre de sécurité et les comptes-rendus des contrôles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 08-14102025 : la vérification a minima annuelle du dispositif de déclenchement immédiat d'une alarme et du système permettant de localiser sans délai l'origine de l'alerte pourra être consignée dans un registre ou faire l'objet de compte-rendus. L'exploitant doit être en mesure de tracer la réalisation de la vérification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle des moyens de prévention et protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2001, article 6.6

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont contrôlées lors de leur mise en service et lors de toute modification importante. Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Les autres matériels incendie sont vérifiés en entretenus à minima conformément aux prescriptions techniques des constructeurs ou fournisseurs. Ces contrôles sont mentionnés dans un registre incendie tenu à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspecteur des installations classées ou doivent figurer :

- les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites et les anomalies de fonctionnement qui sont constatées,
- les dates des exercices effectués ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles.

Constats :

Le dernier contrôle de la conformité des installations électriques a été effectué du 30 mars au 04 avril 2025 par l'APAVE. Certaines remarques sont gérées directement le jour ou à l'issue du contrôle. Les autres observations sont traitées par un électricien (commande spécifique). Les actions seraient d'après le responsable maintenance tracées via un fichier excel que l'inspection n'a pas pu consulter.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée par la société AGUENOT en juin 2025. Le registre de sécurité a été consulté par l'inspection ainsi que le compte-rendu, les devis et factures établis suites aux demandes du compte-rendu.

La dernière vérification des RIA a été réalisée en août 2025 par la société AGUENOT, comme pour les extincteurs, il a pu être consulté le compte-rendu, le devis et la facture établis suite au CR.

Le marquage du passage et du contrôle a été fait sur quelques extincteurs et RIA dans le site et n'appelle pas de remarque.

L'inspection a pu consulter les 4 derniers rapports d'inspection trimestrielle et semestrielle de CHUBB sur le contrôle de la détection incendie.

Constat 10-14102025 : l'exploitant n'a pas pu présenter le jour de l'inspection les derniers contrôles de la société 2AI (contrôles hebdomadaires et mensuels de l'installation de sprinklage) en raison d'une panne du site internet hébergeant les rapports.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les derniers fiches et rapports d'intervention 2AI. Ces documents n'appellent pas de remarque.

Constat 11-14102025 : le registre de sécurité et les classeurs « sécurité » font pour l'exploitant office de registre incendie.

Toutefois, il a été constaté que certains des derniers contrôles n'avaient pas été classés (contrôle CHUBB, contrôle 2AI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 10-14102025 : l'exploitant met en place le registre incendie permettant d'avoir dans un seul registre :

- les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites et les anomalies de fonctionnement qui sont constatées,

- les dates des exercices effectués ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois